*INTIFADA ET PROCESSUS DE PAIX*

1. **LA SOLUTION JORDANIENNE**

A partir de 1982 Yasser Arafat affiche une nouvelle stratégie et se montre prêt à accepter une solution négociée à la question palestinienne. Il renoue avec la Jordanie qui lui paraît être le meilleur partenaire pour se faire le relais de son projet. La monarchie a aussi des faveurs des États-Unis et d'Israël qui voudrait en faire le représentant des intérêts Palestiniens afin de ne pas avoir à traiter avec l'OLP. Depuis l'épisode du 2 septembre noir au cours duquel l'armée jordanienne s'était livrée à une guerre contre l'OLP en 1970, les relations entre l'organisation palestinienne et le royaume sont mauvaises. La Jordanie demeure toutefois un acteur incontournable de cette question palestinienne puisqu'elle contribue à l'administration des territoires occupés depuis 1967.

A) La nouvelle ligne de l'OLP

Dès 1974, l'OLP avait admis d'autres moyens pour la création d'un État palestinien que la lutte armée mais celle-ci demeurait quand même privilégiée. En septembre 1982 lors du congrès de la Ligue arabe de Fès, Yasser Arafat manifeste son changement de stratégie en acceptant un plan prévoyant la création d'un État palestinien sur les seuls territoires occupés et implicitement la reconnaissance de l'existence d'Israël. Cela marque un changement radical dans la stratégie de l'OLP. Arafat entreprend aussi de se rapprocher de la Jordanie. La réconciliation est scellée en octobre 1982. **Mais la politique de Yasser Arafat est toutefois contestée lors du 16eme Conseil national palestinien en février 1983. L'opposition à cette ligne modérée s’ajoute à d'autres griefs adressés au leader palestinien. Une faction dissidente soutenue par la Syrie s'engage dans une lutte armée contre l'OLP.** Afin d'éviter que la contestation ne prenne de l'ampleur Arafat est forcé d'adopter une ligne plus radicale et la nécessité de la lutte armée. La Jordanie se met alors en retrait et annonce laisser l'OLP seule négocier un règlement du conflit. Le dialogue est toutefois renoué et en 1984 après que le leader palestinien a réussi à discréditer la dissidence et un accord avec la Jordanie qui prévoit la constitution d'une Confédération est signée en février 1985. Cet accord reconnaît l'existence d'Israël et marque le basculement de l'OLP du camp du refus vers celui des modérés puisque le texte est également soutenu par l'Égypte et l'Arabie Saoudite. Il appelle à la tenue d'une conférence internationale pour le règlement du conflit. Cette position est favorablement accueillie par les États-Unis mais la stratégie américaine vise à faire de la Jordanie à un acteur clé des négociations à la place de l'OLP. Shimon Pérès le premier ministre israélien refuse toute participation de l'OLP tandis que les États-Unis conditionne celle-ci à l'abandon officielle du terrorisme.

1. **L’INTIFADA**

La population des territoires occupés est en pleine explosion démographique. La plupart des jeunes qui n'ont connu d'autre réalité que celle de l'occupation israélienne est donc très importante. Si Israël a ouvert aux Palestiniens le marché de l'emploi aux palestiniens, les arabes servent surtout de main d'oeuvre à bas prix. En avril 1982 une manifestation contre l'occupation a fait 28 morts. La colonisation israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza s’accroit tout au long des années 1980 Le nombre de colons passe ainsi de 20 700 à 1982 à 42 000 en 1985. A partir de 1986, la perspective de l'arrivée des Juifs soviétiques au nombre de 3 millions et dorénavant autorisés à émigrer,  renforce le gouvernement dans sa volonté de coloniser des territoires. À partir de la fin de l'année 1986 les incidents sont quasi quotidiens tandis qu'émerge un nouvel acteur dans la bande de **Gaza le groupe du Jihad islamique, une scission des membres les plus radicaux des Frères musulmans**

**Le 8 décembre 1987** une voiture transportant des Palestiniens est percuté par un camion israélien occasionnant la mort de 4 passagers. Dans un contexte où les tensions sont vives, la rumeur court qu’il ne s'agit pas d'un accident mais d'un acte volontaire commis afin de venger l'assassinat d'un israélien à Gaza 2 jours plus tôt. Le 9 des jeunes organisent des manifestations de protestation et lancent des pierres contre les soldats israéliens qui tirent sur la foule et font 2 morts. Le soulèvement se répand et gagne la Cisjordanie et Jérusalem Est. La révolte reçoit le soutien de la population des territoires occupés et un mouvement de désobéissance civile s'organise, appelant au boycott des produits israéliens et a une grève générale. Israël temps de mettre fin au soulèvement en employant diverses méthodes: Classement des manifestations, bannissement des activistes, destruction des maisons, fermeture d'un grand nombre d'institutions comme des écoles des universités. Entre 1987 et 1989 40 000 Palestiniens sont emprisonnés. La communauté internationale critique l'usage de la violence de la part d'Israël et le 22 décembre une résolution du Conseil de sécurité condamne la politique israélienne.

*La naissance du Hamas*

Le mouvement éclate de manière spontanée et si l'OLP ne lui accorde de l'attention qu'à la mi-décembre cette dernière **participe ensuite à son organisation politique.** Un commandement unifié se met en place début janvier 1988 regroupant les différents mouvements qui composent l'OLP. Avant même que l'OLP ne prenne la tête du mouvement, un autre acteur politique a manifesté son soutien au soulèvement à savoir les islamistes Palestiniens. Des organisations de résistance palestinienne ont pu se développer dans les territoires occupés, les Israéliens voyant en eux un antidote à l'OLP puisqu'ils se montraient s hostile à son nationalisme aux accents laïcs. Les Frères musulmans se sont implantées dans la bande de Gaza dans les années 1970 et ont développé un ensemble d'infrastructures à destination de la population. Une partie de ses membres a fait sécession et a formé le **Jihad islamique** qui appelle en premier à soutenir la révolte. Les Frères musulmans et l'OLP décident de se doter également d'une branche politique afin de contrer leur influence sur la population palestinienne. En janvier 1988 naît le mouvement de la Résistance Islamique qui en arabe donne le mot **Hamas** qui signifie enthousiasme. C'est sous ce nom que le mouvement devient Populaire.

1. **VERS UNE SOLUTION PALESTINIENNE**

A) La fin de la solution jordanienne

L’ Intifada, en mettant sur le devant de la scène la question palestinienne entraîne la reprise des efforts diplomatiques américains. Le secrétaire d'État George Schultz propose en janvier 1988 un plan qui prévoit le lancement de négociations sur l'autonomie des Territoires afin de mettre fin aux violences. Il ne veut toutefois pas que l'OLP représente la population palestinienne et prévoit la formation d'une délégation Jordano palestinienne pour les négociations à laquelle ne pourra participer l'OLP qu'à condition de renoncer au terrorisme. Le gouvernement israélien ne se prononce pas véritablement sur ce plan, préférant de pas briser la coalition sur laquelle il repose**. Le projet américain est également contrecarré par la volonté jordanienne de se désengager du conflit**. De nombreuses marques d'hostilité envers la Jordanie se manifestent au cours de l'Intifada , ce qui fait prendre conscience au roi Hussein du rejet de la solution jordanienne par les Palestiniens. Le 31 juillet 1988 il annonce qu'il met fin à l'administration jordanienne des territoires occupés et affirme clairement que la Palestine ne pourra être une partie de la Jordanie. Ce retrait jordanien repose la question du rôle de l'OLP dans un futur règlement du conflit. Yasser Arafat entreprend de se conformer aux conditions posées par les Américains et les résolutions de l'ONU sont officiellement acceptées entre les 12 et 15 novembre 1988**. L'OLP reconnaît ainsi l'existence d'Israël mais souhaite la proclamation d'indépendance de l'État palestinien qu'Israël devra reconnaître également**. Les États-Unis saluent cette avancée positive mais exige l'engagement claire de renoncer au terrorisme. Si les États-Unis acceptent de ouer un dialogue avec l'OLP, les Israéliens refusent en revanche de la considérer comme un interlocuteur légitime. Un gouvernement d'union nationale autour du Likoud de droite et les travaillistes s’accorde sur le rejet de toute négociation. Les projets de paix pâtissent également de la volonté du premier ministre Yitzhak Shamir de ménager les éléments les plus radicaux de son parti le Likoud mais il fait voter en avril 1989 un projet comprenant la tenue d'élections dans les Territoires afin de décider d'une future autonomie mais donne des garanties aux membres de son parti sur la poursuite de la colonisation. En octobre 1989 James Baker secrétaire d'État propose alors à son tour un plan destiné à servir de base aux négociations. Le droit de regard israélien sur la composition de la délégation palestinienne est accepté et les Etats Unis s’engagent à mettre la question des élections dans les territoires occupés à l'ordre du jour des discussions. Les Palestiniens acceptent ce plan mais le gouvernement israélien se déchire sur la question de la participation de Palestiniens de Jérusalem est à la délégation palestinienne. L’immigration des Juifs d’URSS provoque une crise avec les États-Unis qui exigent un engagement à ce qu'ils ne s'implantent ni dans les territoires occupés ni à Jérusalem Est. Les États-Unis mettent en suspens leurs efforts constatant qu'il sera impossible de parvenir à un compromis.

B) La conférence de Madrid

La menace que fait peser l'Irak sur Israël entraîne une hausse des tensions dans le pays. La population Arabe est l'Objet de manifestations de haine. Le 8 octobre 1990, le rassemblement d'une organisation juive qui milite pour la destruction de l'esplanade des mosquées pour reconstruire le temple donne lieu à des manifestations de protestation. La police israélienne ouvre le feu et fait 21 morts. Cet acte suscite de nombreuses protestations internationales et est condamnée par le Conseil de sécurité. De Nombreux attentats revendiqués par le Hamas sont organisés. James Baker doit accomplir 8 tournées au Moyen-Orient au cours du mois d'octobre 1991 pour parvenir à organiser une conférence internationale. La Jordanie accepte le principe de la conférence. Quant à la Syrie elle se fait plus exigeante mais donne son accord contre la promesse américaine de mettre à l'ordre du jour la question du Golan annexé par Israël en 1981. Israël est hostile au principe d'une conférence internationale, lui préférant celui des négociations bilatérales avec les États arabes sur le modèle de Camp David finit par accepter d'y participer motivé en partie par des raisons économiques. L'OLP discréditée par son soutien à l'Irak ne peut quand a elle imposer sa participation. Les États-Unis décident de la constitution d'une délégation palestinienne composée de personnalité des territoires dont les noms auraient été approuvés par Israël. Arafat parvient toutefois à manifester son autorité sur la délégation en faisant voter au 20e conseil la participation des Palestiniens à la conférence et en pesant sur le choix des membres. Le Hamas affiche son hostilité à la conférence et s'affirme comme le canal le plus populaire de contestation. La conférence de Madrid se tient du 30 octobre au 1er novembre 1991 et si elle ne débouche sur rien puisque est-ce que chacun des partis se contente d'exposer ses revendications, la Réunion autour d'une même table et saluée. Des négociations sont prévues pour succéder à la conférence et s'ouvre dès novembre. Le processus de paix ne connais toutefois pas d'avancée majeure avant la formation en juin 92 d'un nouveau gouvernement en Israël sous la direction du travailliste Yitzhak Rabin qui signe les accords d'Oslo en 93.